

## L'emploi : une solution insuffisante pour lutter contre la pauvreté

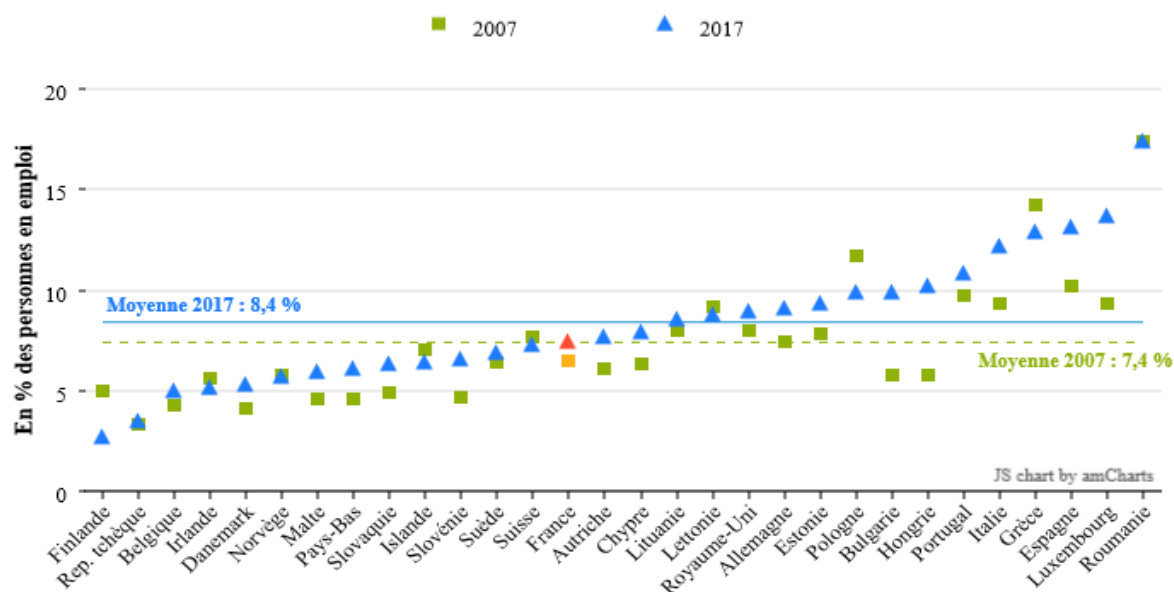
*La crise des gilets jaunes a mis en lumière les difficultés de certaines personnes à subvenir à leurs besoins alors qu'elles sont en emploi et perçoivent un salaire. Combien de personnes travaillent, mais restent pauvres monétairement ? Quels facteurs renforcent cette situation ?*

Pour 8,4 % des Européens avoir un emploi en 2017 ne permet pas de sortir de la pauvreté monétaire (Graphique 1). C'est en Roumanie que l'emploi est le moins protecteur ; la pauvreté monétaire y touche 17,4 % de la population en emploi. Les pays du bassin méditerranéen (Portugal, Italie, Grèce et Espagne) et le Luxembourg suivent avec des taux de travailleurs en situation de pauvreté variant entre 10,8 % et 13,7 %. A l'opposé, c'est en Finlande et en République tchèque qu'avoir un emploi protège le plus contre la pauvreté monétaire, moins de 3,5 % de la population en emploi est en situation de pauvreté dans ces deux pays. La France affiche un résultat légèrement meilleur que la moyenne des pays européens avec 7,4 % des travailleurs qui vivent sous le seuil de pauvreté.

Le rôle protecteur du travail vis-à-vis de la pauvreté monétaire s'est affaibli au cours de la dernière décennie. A l'échelle de l'Europe, la part des personnes ayant un emploi, mais vivant sous le seuil de pauvreté, a progressé d'un point de pourcentage (pp.) entre 2007 et 2017. Cette tendance, particulièrement marquée en Bulgarie, au Luxembourg et en Hongrie (respectivement 4,1 pp., 4,4 pp. et 4,1 pp.), se retrouve dans 19 des 30 pays étudiés. La Finlande, dont le niveau était déjà bas en 2007, connaît la plus forte baisse du taux de travailleurs pauvres des pays européens (-2,8 pp.). En plus de ce pays, 4 autres États ont vu leurs situations s'améliorer (Pologne, Grèce, Islande et Irlande).

Graphique 1 : La part des travailleurs pauvres se renforce depuis 2007

Part des adultes en emploi et vivant sous le seuil de pauvreté monétaire, 2007 et 2017



Note : Le champ concerne les personnes âgées de 18 ans ou plus et ayant travaillé au moins 7 mois durant l'année. Europe 30 représente la moyenne arithmétique simple. Il s'agit de l'année 2016 pour la Norvège, l'Islande et la Suisse.

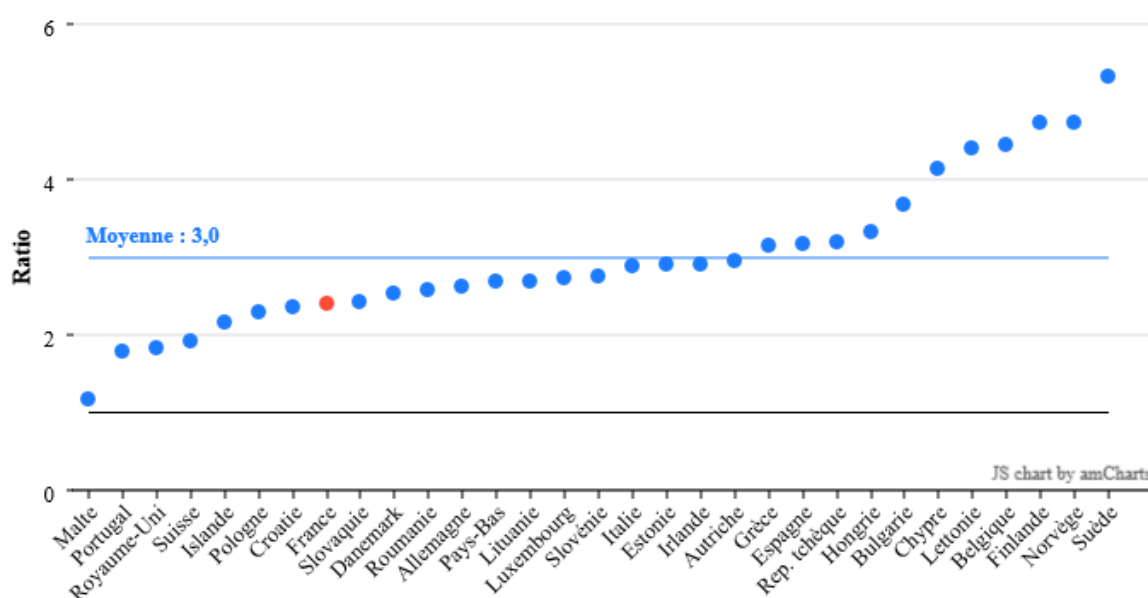
Lecture : En France en 2017, 7,4 % des personnes âgées de 18 ans ou plus et en emploi vivaient sous le seuil de pauvreté monétaire. Elles étaient 6,5 % en 2007.

Source : European DataLab, Eurostat [ilc\_iw01] consulté le 13/02/2019.

Le type de contrat, permanent ou temporaire, joue un rôle dominant dans le risque d’être un salarié pauvre. En moyenne, les salariés avec un contrat temporaire ont 3 fois plus de risque d’être en situation de pauvreté monétaire que ceux avec un contrat permanent (Graphique 2). Cette situation est vraie pour tous les pays européens, mais elle est particulièrement forte en Finlande, Norvège et Suède. Pour ces pays, le fait d’être en contrat temporaire multiplie le risque d’être pauvre monétairement par au moins 4,7. Le type de contrat a un effet relativement limité à Malte (ratio de 1,2).

Graphique 2 : Avoir un contrat temporaire augmente le risque d’être un travailleur pauvre

Ratio de la part des salariés pauvres ayant un contrat temporaire sur celle des salariés pauvres avec un emploi permanent, 2017



Note : Le champ concerne les salariés ayant travaillé au moins 7 mois durant l’année étudiée. La ligne noire est fixée à 1, soit la valeur pour laquelle la probabilité de vivre sous le seuil de pauvreté est identique pour les différents groupes. Europe 30 représente la moyenne arithmétique simple. Il s’agit de l’année 2016 pour la Norvège, l’Islande et la Suisse.

Lecture : En France en 2017, les salariés ayant un contrat temporaire ont 2,4 fois plus de risque d’être en situation de pauvreté monétaire que ceux ayant un contrat permanent.

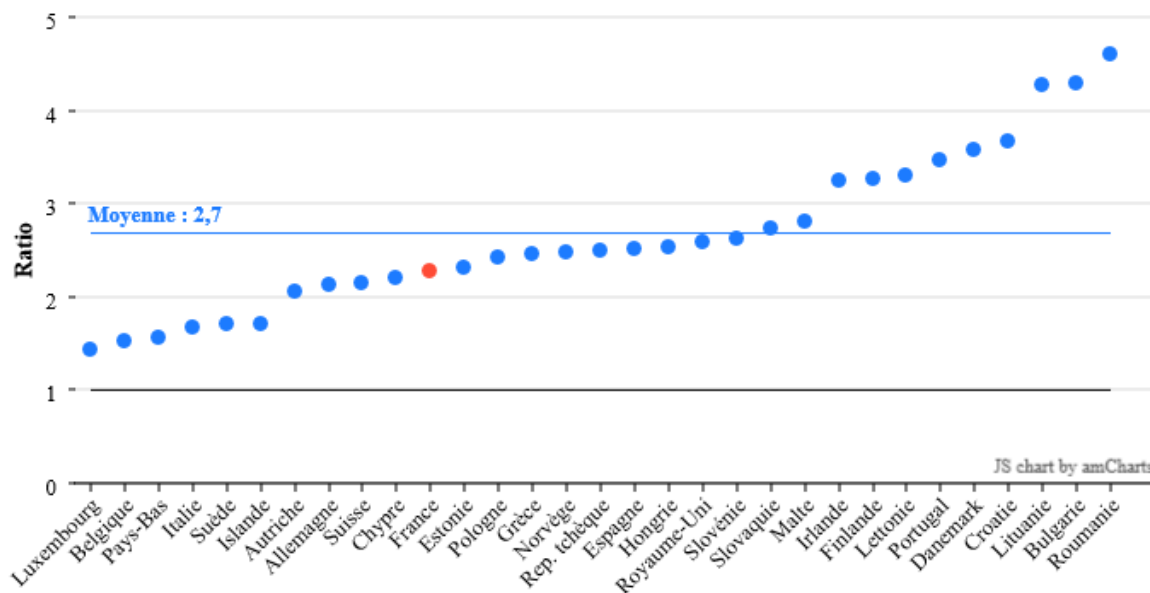
Source : European DataLab, Eurostat [ilc\_iw05] consulté le 13/02/2019.

De la même manière, avoir un contrat à temps plein protège davantage contre la pauvreté qu’être à temps partiel dans l’ensemble des pays européens. En moyenne, les travailleurs à temps partiel ont 2,7 fois plus de risque d’être pauvres que ceux à temps plein (Graphique 3). C’est en Lituanie, en Bulgarie et en Roumanie que la différence entre les travailleurs à temps plein ou à temps partiel est la

plus importante (ratio de 4,3 pour les deux premiers et de 4,6 pour le dernier). A l'inverse, c'est au Luxembourg et en Belgique qu'elle a le moins d'impact.

Graphique 3 : Être en contrat à temps partiel renforce le risque d'être pauvre

Ratio de la part des travailleurs pauvres à temps partiel sur celle des travailleurs pauvres à temps plein, 2017



Note : Le champ concerne les personnes ayant travaillé au moins 7 mois durant l'année. La ligne noire est fixée à 1, soit la valeur pour laquelle la probabilité de vivre sous le seuil de pauvreté est identique pour les différents groupes. Europe 30 représente la moyenne arithmétique simple. Il s'agit de l'année 2016 pour la Norvège, l'Islande, la Hongrie et la Suisse.

Lecture : En France en 2017, les travailleurs à temps partiel avaient 2,3 fois plus de risque d'être en situation de pauvreté monétaire que ceux à temps plein.

Source : European DataLab, Eurostat [ilc\_jw07] consulté le 13/02/2019.

## Pour aller plus loin :

- [Eurofound \(2017\). In-work poverty in the EU. Publications Office of the European Union, Luxembourg.](#)